ASSEMBLÉE NATIONALE

26 janvier 2018

FIN DE VIE DIGNE - (N° 517)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 39

présenté par
Mme Anthoine

ARTICLE 3

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'article 3 décrit les procédures d'euthanasie et du suicide assisté.

Le contact avec des spécialistes de soins palliatifs ou des oncologues montre que la demande de mort est extrêmement minoritaire. En effet, l'apaisement de la douleur et des autres symptômes, la présence d'une équipe médicale au chevet du malade ainsi qu'auprès de la famille, fait souvent disparaître la demande d'euthanasie, si elle avait été formulée au début de la prise en charge« .

Avant de demander l'interruption des soins ou l'interruption de la vie, la personne souhaite avant tout ne pas souffrir, ce qui est un droit consacré par la loi. Bien souvent, une bonne prise en charge de la douleur éloigne le désir d'interrompre les soins et de ne plus vivre ; D'où la nécessité impérieuse de développer les soins palliatifs comme l'affirmaient Alain CLAEYS et Jean LEONETTI .

Ils constataient un accès insuffisant à ces soins. Malgré la mise en œuvre de trois plans triennaux consacrés à développer les soins palliatifs, 80 % des personnes malades n'y ont toujours pas accès.

Il est préférable de prendre toutes les dispositions pour obtenir une offre de soins palliatifs homogène sur tout le territoire plutôt que prendre des mesures conduisant au suicide assisté.